

cerises

la coopérative

Humeur de Cerises



Les documents d'archives, antérieurs à 1940 et anciennement classés « secret » étaient accessibles. Désormais, ils devront être déclassifiés pour être consultés. C'est la République et le Code du Patrimoine que Jupiter veut ainsi déclasser.

Le coronavirus ne doit pas cacher les autres horreurs dont le fascisme qui a fait plus de 10 morts à New Delhi ces dernières nuits avec les pogroms anti-musulmans par les bandes extrémistes Hindutva. L'autre virus que Trump vient d'adouer...

Agenda militant

8 mars

Grève des femmes

31 mars

Toutes et tous en grève

4 avril de 9h30 à 17h

De l'hégémonie sociale à l'hégémonie politique

Paris, 31 rue de la Grange aux Belles

49-3, et après ?

Ça y est ! C'est le 49-3 qui va décider de la réforme des retraites, si fortement combattue et si massivement rejetée, dispositif autoritaire par excellence de l'arsenal du régime de monarchie présidentielle de la V^{ème} République ! Courageusement le gouvernement n'ose pas affronter les parlementaires, pourtant il en a la majorité. Il met à profit l'ambiance et l'interdiction de rassemblements liées au Coronavirus. Éclatante démonstration de l'antagonisme démocratique béant entre « légalité » et « légitimité » politiques, au cœur de la crise institutionnelle des régimes parlementaires épuisant le jeu de la représentation !

Une double question politique se pose : que nous est-il encore permis d'espérer ? Et qu'est-ce que cette espérance objectivée en visée politique invite à donner comme suite aux diverses mobilisations ? Est-ce que ce coup de force sonne la fin de la contestation ?

Cela a été souvent le cas... en attendant de nouvelles élections où un changement de majorité remplaçait la loi contestée par une nouvelle loi. En somme : les règles du jeu institutionnel cadraient le mouvement social, régulaient ses temporalités et rythmes, et en sur-déterminaient le contenu et la portée politiques !

La question que l'on doit se poser aujourd'hui est à la fois spécifique au contexte politique français actuel, et d'une portée bien plus universelle : face à un pouvoir politique légal qui par sa mainmise institutionnelle abuse de façon autoritaire et éhontée de son pouvoir régalién, mais qui se retrouve dans un état manifeste d'illégitimité sociale et politique, quelles suites pourraient être données aux mouvements sociaux et aux actions politiques après le vote d'une loi scélérate ?

Question concrète et pratique : par son ampleur, son unicité et sa diversité, la multiplicité des acteurs et citoyens qu'il a mobilisés et continue de mobiliser, et la richesse des débats et propositions qu'il a porté, le mouvement contre la réforme des retraites a une portée politique bien plus large qu'il convient d'assurer et assumer.

Aucune mobilisation ne se décrète, et son évolution est toujours largement fonction des énergies et souffrances individuelles et collectives engagées, mais aussi des déceptions et espérances qu'elle entraîne, et des prises de conscience et des pouvoirs d'agir qu'elle a libérées. Il relève donc de la responsabilité de l'ensemble de ses protagonistes, citoyens et associations, structures et militants syndicaux, élus et partis politiques, de réfléchir sans fléchir aux suites fertiles à lui donner, tant les perspectives ouvertes semblent avoir fragilisé la toute puissance du pouvoir légal, et l'avoir acculé à montrer son vrai visage, et les véritables intérêts antidémocratiques qu'il sert si servilement. ●

Makan Rafatdjou



Avocats, en colère !



Rennes 9 janvier

Il y a en France 70.000 avocat-e-s. Dans le mouvement social en cours, ils et elles mettent en évidence un exemple très significatif de l'imposture gouvernementale, et de sa sottise doctrinaire dans l'improvisation de sa réforme. Cette profession, aujourd'hui massivement féminisée et dont beaucoup de membres peinent à tirer des revenus convenables (au point que le barreau de Paris dispose d'une assistante sociale à plein temps...) s'est dotée d'un « régime spécial » de retraites solidaire, efficace, et

bénéficiaire, si bien qu'il distribue ses excédents au régime général. Son intégration dans le prétendu « régime universel » aboutirait à doubler le montant de leurs cotisations pour leur servir des retraites sensiblement diminuées pour celles et ceux dont les revenus sont les plus faibles, et sans bénéfice pour le reste de la population. C'est la survie de nombreux cabinets qui est en cause, la possibilité même pour les avocat-e-s d'exercer leur métier. On comprend dès lors leur forte mobilisation contre cette réforme.

Grève massive des audiences, participation en robe aux manifestations de rue, occupation de juridictions, happenings divers... On se rappelle les protestations spectaculaires auxquelles ont donné lieu diverses « rentrées solennelles » des tribunaux et cours d'appel, et ce geste inouï d'avocat-e-s jetant leurs robes devant leur ministre de tutelle. Et ce mouvement ne mobilise pas simplement les avocat-e-s politisé-e-s, « de gauche », comme ceux et celles qui forment le Syndicat des Avocats de France. L'ensemble de la profession se soulève, dans une unanimité jamais vue, en ce inclus ses institutions officielles, des barreaux de tous les départements (dont le puissant barreau de Paris) au Conseil National des Barreaux, en passant par la Conférence des bâtonniers et toutes les organisations professionnelles – qui n'ont pour beaucoup jamais eu la réputation d'être particulièrement contestataire de l'ordre établi. Le régime Macron aura réussi ce petit miracle : dresser contre lui une profession entière qui n'y semblait pas prédestinée.

Car cette attaque contre leurs retraites n'est qu'une étape de plus dans le lent délabrement du système judiciaire dont les avocat-e-s constituent un élément essentiel dans une démocratie, puisque c'est sur elles et eux que repose la défense ainsi bien souvent que le simple accès au droit, et qui porte la charge presque entière de l'aide juridictionnelle pour les plus démunis-e-s. C'est après avoir mis l'institution judiciaire dans son ensemble au bord de la faillite que le gouvernement s'en prend aujourd'hui à la profession d'avocat, au point que Nicole Belloubet réussit le tour de force d'être plus détestée encore par celle-ci que Jean-Michel Blanquer l'est par les enseignant-e-s.

La mobilisation des avocat-e-s est très populaire. Les cortèges de robes noires sont acclamés dans les manifestations. Pour l'avenir de la justice elle-même, une fois que cette bataille sera achevée parce que la victoire sera acquise, c'est d'un excellent augure.

● LAURENT LEVY

E3C, mon désamour



Rennes 10 février, Lycée Victor et Hélène Basch

La réforme Blanquer du lycée est contestée depuis qu'on en connaît les grands lignes mais malgré son adoption, la colère et les luttes contre celle-ci ne cessent de grandir. Face à un ministre qui ne bouge pas d'un pouce, la détermination demeure. C'est une caractéristique des luttes actuelles que de poursuivre l'action malgré les décisions gouvernementales.

La nouvelle formule du bac, véritable usine à gaz, nouvel outil de sélection en adéquation avec Parcoursup, prévoit des épreuves ponctuelles, les E3C, organisées localement par les directions d'établissement. La première vague d'épreuves est marquée par des grèves de surveillance, des refus par les équipes enseignantes de choisir les sujets, par des blocages des lycéennes au point que des brigades de gendarmes ont été convoquées au sein même de certains établissements pour assurer le déroulement des épreuves !

L'inspection générale s'est même fendue d'une note qui porte un avis critique sur plusieurs aspects de la réforme du bac. En désorganisant les E3C, les équipes enseignantes en lutte se redonnent du pouvoir pour faire aboutir la revendication d'annuler cette réforme et de repenser l'organisation du lycée et du bac.

● SYLVIE LARUE

Service national universel : désobéir !



Comité de soldats, objection de conscience, insoumission, désertion, les désobéissances au Service militaire furent multiples. Si celui-ci fut suspendu en 1997, le gouvernement entend relancer un Service national, destiné aux jeunes de 15/16 ans. Est remis en avant l'argument de la « cohésion nationale », du « brassage social ». En quoi un mois d'expérience commune permettrait-il cela, alors qu'il y a des millions de personnes sans ressources, sans logement, sans droit à la santé, à l'éducation, aux transports ? Alors que toute une partie de la jeunesse est discriminée et cible de violences policières ? L'égalité sociale, ce n'est pas se retrouver au même endroit quelques semaines dans toute la vie ; ça passe par la fin des discriminations et des inégalités, la reconnaissance des méfaits du patriarcat, du colonialisme, des racismes et exclusions, de la captation par une minorité des moyens de production et d'échanges et de l'exploitation de la majorité qui en résulte, etc. Pas vraiment le programme du SNU (ni de l'ex-Service militaire) !

Le Service national universel ne répond à aucun besoin social ; c'est une arme idéologique. Une opération de soumission de la jeunesse : il s'agit d'inculquer un esprit d'obéissance aux règles, un respect absolu des normes... Règles et normes qui, pour la plupart, ne visent qu'à perpétuer les inégalités et injustices inhérentes à l'organisation actuelle de la société.

La remise en cause des droits des travailleurs et travailleuses : Avec le SNU, chaque année, 800 000 jeunes seront utilisés pour remplacer des emplois aujourd'hui occupés par des employés.e.s qui ont un salaire, une convention collective, la possibilité de s'organiser syndicalement, des droits individuels et collectifs. Ils et elles seront vivement encouragés.e.s à poursuivre par un service civique, dans les mêmes conditions de précarité.

Des dépenses considérables : 6 milliards €/an, selon un rapport sénatorial de 2017. 1,5 à 2 milliards dit aujourd'hui le gouvernement. Ces milliards seraient plus utiles pour le service public de l'Éducation par exemple !

Le renforcement de la militarisation : encadrement militaire, levée du drapeau, chant guerrier, uniforme, parcours du combattant, raid commando, etc. contribueront à l'endoctrinement des jeunes. La propagande visera à banaliser le rôle de l'armée, alors que celle-ci est en pointe dans la répression, sur le territoire français, dans les colonies et diverses régions du monde.

Pas besoin de l'État pour que les jeunes s'engagent ; ils et elles le font déjà pour lutter contre le racisme, pour que cesse la destruction de la terre, pour défendre leur droit à étudier, pour le partage des richesses, pour l'égalité des droits et contre les discriminations, etc. Des organisations associatives, syndicales, politiques se sont rassemblées dans un collectif Non au SNU (nonsnu@lists.riseup.net), des comités locaux sont créés dans plusieurs villes. Soutenons les jeunes qui désobéiront !

● CHRISTIAN MAHIEUX

Que faire des élections ?

Action politique et construction de rapports de force se définissent ailleurs que dans les seuls résultats électoraux nous ont dit les intervenants de la précédente table ronde de Cerises. Les mouvements sociaux ouvrent des horizons bien plus vastes que la seule conquête du pouvoir d'état et de ses institutions. Pour autant nous ne pouvons ignorer ce temps électoral, l'utilisation du 49-3 par le gouvernement Macron est là pour nous le rappeler de manière brutale.

Nous poursuivons donc notre réflexion avec Jean Bourrieau, Ludivine Bantigny, Benjamin Bakin, et Bénédicte Goussault, concernant l'articulation entre le social et le politique aujourd'hui et les retombées que cela peut avoir sur « l'institué », sur le rôle de l'assemblée et sur les élections.

Table ronde

Bénédicte Goussault est sociologue membre de L'OMOS, d'Ensemble et du comité de rédaction de Cerises



Benjamin Bakin est militant d'Alternative libertaire puis de l'union communiste libertaire depuis sa création en Juin 2019, il est chargé des relations extérieures de L'UCL



Ludivine Bantigny est historienne, spécialiste de l'histoire de mai 68, maître de conférences à l'université de Rouen



Jean Bourrieau est militant de l'éducation populaire, docteur en sciences de l'éducation, chargé d'études au LERIS



Bénédicte Goussault est sociologue membre de L'OMOS, d'Ensemble et du comité de rédaction de Cerises

A partir de ce qu'est l'actualité comment abordez-vous l'articulation du social et du politique ?

Nos 4 interlocuteurs constatent et dénoncent la dichotomie entre social et politique, et prennent acte de l'intervention des mouvements sociaux (notamment les Gilets jaunes) pour penser l'articulation entre les 2 champs.

Jean Bourrieau Il y a à mon sens deux approches du terme « politique » dans cette question.

Si on entend « le politique » par tout ce qui concerne la vie de la cité, la bonne nouvelle, c'est que depuis le début du mouvement des gilets jaunes, on retrouve la dimension politique dans les revendications sociales. Si le mouvement est parti d'un refus de la taxe carbone, il s'est très vite, grâce aux ronds-points, posé la question de l'importance du Référendum d'Initiative Citoyenne, de la rédaction collective d'une constituante. Et ça n'a pas cessé depuis. Ça se traduit dans le vocabulaire, dans les slogans, dans les moyens d'action.

On reparle de « cotisations sociales » et non de « charges sociales » par exemple. Le slogan « anti-anti-anticapitaliste » est repris largement dans les cortèges de tête où se mélangent aujourd'hui Gilets jaunes, étudiants et syndicalistes. La chanson « on est là même si Macron ne veut pas, pour l'honneur des travailleurs et pour un monde meilleur, on est là » est chantée par tout le monde, gilets jaunes et syndiqués, assistantes maternelles

et avocat.e.s. Les modes d'actions sont réfléchis et décidés collectivement et changent.

On renoue là avec ce que défendaient les Bourses du travail fin 19ème début 20ème siècle : Fernand Pelloutier, qui en était secrétaire général jusqu'en 1901 disait à leur sujet « Elles doivent fournir à l'organisation ouvrière les moyens d'une vision globale de la société (...) L'ouvrier doit connaître la science de son malheur ». Là est l'articulation du social et du politique qui avait depuis été perdue. Si on entend le « politique » par ce qui concerne les partis et les mouvements, on est devant une grande difficulté : alors même qu'on est à un mois des élections municipales en France, le mouvement social parle très peu des partis (et les gilets jaunes s'y refusaient). De ce point de vue, durant la soirée Kollecthon organisée par Le Média et d'autres médias indépendants lundi 17 février 2020 pour soutenir les caisses de grève, il n'a pratiquement pas été question du rôle des mouvements et des partis, même si, physiquement, ils étaient présents ou interviewés à l'Assemblée. Certains sont dans la rue mais pas à l'Assemblée (NPA), d'autres sont dans la rue et à

le mouvement social parle très peu des partis



<http://www.photothèque.org/>

l'assemblée (PC et France Insoumise), d'autres sont à l'assemblée mais pas dans la rue (PS). L'articulation social/politique semble alors compliquée.

Benjamin Bakin Encore aujourd'hui, une vision historiquement ancrée de l'articulation entre la sphère sociale et la sphère politique tend à considérer qu'il y aurait une répartition des tâches entre, d'une part, les organisations de masse (au premier rang desquelles les organisations syndicales) qui se concentreraient sur la défense des intérêts matériels et moraux de celles et ceux qu'elles rassemblent et, d'autre part, les organisations politiques (souvent réduites aux seuls partis politiques qui participent aux institutions par le biais des élections) qui seraient seules à même de porter des revendications proprement politiques, autour d'un projet de société reposant sur des bases idéologiques assumées. Cette vision est notamment illustrée par le modèle du travaillisme à l'anglo-saxonne, dans lequel le syndicat et le parti politique sont organiquement liés et constituent les rouages d'une même machine. Dans le contexte français, à partir des années 20 et plus encore après la Seconde Guerre mondiale, ce sont les principes organisationnels du léninisme qui ont conduit à cette répartition des rôles qui pourrait être décrite de manière caricaturale comme une subordination du mouvement syndical (chargé d'organiser la classe ouvrière

sur les lieux de travail) au parti politique, se définissant comme une avant-garde chargée de définir l'orientation générale et de la défendre dans la sphère publique. C'est en fonction de ce prisme que certaines organisations syndicales ont été amenées à assumer un lien privilégié avec un parti politique (c'est le lien qui a longtemps existé entre la CGT et le PCF) quand d'autres ont revendiqué une indépendance stricte mais en se refusant à toute revendication qui sorte du cadre du travail.

À rebours de cette division des tâches, le courant syndicaliste révolutionnaire a toujours assumé l'indépendance vis-à-vis des organisations politiques tout en assumant de défendre un projet de transformation sociale autonome, défini au sein de l'organisation syndicale et non pas dicté de l'extérieur.

Bénédicte Goussault S'agit-il vraiment d'articuler le social et le politique ? On a trop voulu distinguer l'un de l'autre, notamment sous la pression de la pratique la plus traditionnelle du syndicalisme qui pense pouvoir traiter des questions du travail, de l'entreprise, de l'emploi et de la condition des travailleurs sans intervenir sur le politique et en évitant l'instrumentalisation laissant cette tâche aux partis politiques et à l'assemblée. Impossible partage des tâches ; c'est déjà un défi ou un fil de rasoir ou un challenge impossible à tenir... une dichotomie sans effet (ce qu'avait bien compris le regretté M.

défendre un projet de transformation sociale autonome, défini au sein de l'organisation syndicale et non pas dicté de l'extérieur

Peyrade à la Filpac avec lequel OMOS avait beaucoup travaillé) qui a participé à rendre impuissants les uns et les autres et à les discréditer. Dichotomie, qui, à défaut de mieux, a entraîné une abstention massive aux élections « on ne s'y retrouve pas, et un désengagement syndical « ils ne nous représentent plus ». Il ne peut pas y avoir de luttes sociales sans qu'elles se prolongent de manière politique, et il ne peut pas y avoir de visée politique du devenir de la société, sans prise en compte du travail et de la lutte des classes.

Les citoyens ne se sentent plus représentés, dans notre système dit représentatif, non seulement quand l'assemblée se perd dans une réforme des retraites qui spolie les intéressés, ni quand elle vote des lois iniques (comme le refus d'allonger le congé pour la perte d'un enfant) et a fortiori quand le pouvoir passe en force avec le 49.3. mais de façon plus générale par un pouvoir qui ne les entend pas et ne prend pas en



<http://www.photothèque.org/>

compte les réalités sociales.

Mais mieux, beaucoup mieux, le fleurissement de mouvements sociaux en France (et dans le monde) depuis 10 ans ont révélé au moins 3 choses : le réel intérêt des citoyens pour le politique, l'impossible distinction entre social et politique et l'efficacité de la posture liant les 2 champs.

Que ce soient les gilets jaunes, et dans une certaine mesure, les grévistes contre la réforme des retraites (de la santé à la justice en passant par les transports), les discours attestent de la politisation -au sens noble du terme- des questions sociales, et d'une réelle conscience et d'une réflexivité politiques qui vont au-delà des revendications sociales pour un discours très politique sur des sujets aussi essentiels que les inégalités et /ou l'injustice, le partage des richesses, la mise en cause du capitalisme, ou la démocratie radicale. Partant du concret de situations ces mouvements débouchent sur des alternatives vis-à-vis du pouvoir qui est acculé à les entendre.

L'intérêt pour le politique « en même temps » que la désaffection et la délégitimation des partis politiques est, en outre, attesté par le fleurissement (oui encore) des candidatures de « listes citoyennes » aux prochaines élections municipales.

« Le peuple introuvable » avait titré P. Rosanvallon il me semble que nous l'avons trouvé et que surtout il s'est trouvé et

de bonne façon, passant de l'invisibilité au-devant de la scène.

Ludivine Bantigny L'articulation entre le social et le politique est puissante, actualité ou pas. L'un et l'autre sont indissociables : parce que ce sont les conditions matérielles – sociales et économiques – qui déterminent les politiques mises en œuvre, en fonction des intérêts de classe que défendent les puissants ; et parce que le pouvoir politique est loin, bien loin de s'être absenté du social. On le sait, cette phase du capitalisme appelée « néolibéralisme » n'implique pas du tout un retrait de l'État par rapport à la sphère économique et sociale mais son intervention active – et destructrice. Leurs contre-réformes atteignent une à une tout ce qui a été construit pour tenter une vie bonne, collectivement : la protection sociale, le droit du travail, les services publics et donc aussi la solidarité et la dignité...

Le mouvement des gilets jaunes souligne l'intensité de ce lien entre politique et social. C'est certes d'abord une lutte contre la vie chère. La hausse de la taxe intérieure sur la consommation des produits énergétiques, dite « taxe carbone », en est un facteur déclencheur. Mais les soulèvements populaires ne sont pas la résultante mécanique de difficultés sociales et économiques ; ils sont loin de n'être que des « rébellions du ventre ». Ils disent l'expérience du mépris, le sentiment des injustices et leur corollaire,

impossible distinction entre social et politique et efficacité de la posture liant les 2 champs

l'aspiration à la reconnaissance, au respect et à la dignité. Ils politisent les questions sociales. Les gilets jaunes en témoignent. L'élaboration politique se dit d'abord dans ce qui fait le « liant » du mouvement : l'aspiration au « Macron démission ». La question du pouvoir est posée. Bien sûr, le mot d'ordre vise l'homme, son arrogance, son mépris de classe et sa condescendance. Mais il désigne tout un système, celui qui engendre des inégalités vertigineuses et laisse tant de gens dans un immense désarroi économique, social et territorial. Dès lors, la révolte n'est pas seulement une puissance du refus, mais impose de nombreuses revendications sociales (augmentation du SMIC, des minima sociaux et des retraites, embauche massive dans les services publics, vaste plan de constructions de logements, sanctions pour les maires et les préfets qui laisseraient des gens dormir dans la rue, lutte contre l'évasion fiscale et pour une fiscalité juste...).

Mais, arc-bouté sur ces aspirations sociales, le mouvement pose aussi des

« Nous sommes tous des hommes et des femmes politiques »



assembleedesassemblees.org

de me confronter à différents cas de figures qui m'ont tous parus pertinents.

- Dans les Hauts du Val de Saône, un chantier international de jeunes a été mis en place à la demande des enseignants et d'habitants et avec eux, pour construire des jeux pour enfants dans six villages. De village en village s'est constitué le « Réseau Local de Mobilisation des Hauts du Val de Saône ». Il s'est structuré, un dossier FSE pour le développement du territoire avec ses habitants a été élaboré, et a abouti... Un très gros travail a été mené, et des rapports de force construits, pour que les élus et administrations accompagnent positivement le projet, l'appuient quand nécessaire ; au pire ne s'y oppose pas quand ils ne sont pas d'accord. C'est là une initiative associative accompagnée par l'institution tant que le rapport de force est en notre faveur. Il y a eu ensuite, sur la durée, récupération par les instances officielles de développement, mais un gros travail avait déjà eu lieu

- Au contrat de Ville de Sens, en Bourgogne, avec un maire communiste et un élu à la ville vert, j'ai pu faire valider comme chef de projet contrat de ville, (il a fallu convaincre le sous-préfet à la ville très réticent) l'élaboration collective du nouveau contrat de ville intercommunal avec l'ensemble des associations et des groupes d'habitants.

Ainsi tout le monde (élus, techniciens, associations) a participé au porte-à-porte pour préparer une commission de réhabilitation avec les habitants.

C'est là une initiative communale (avec l'accord passif du sous-préfet) d'une co-construction avec les associations et les habitants, puis un accompagnement de ses suites. Mais le directeur des services n'a pas suivi et travaillait directement avec les architectes. Ce qui a cassé la démarche.

- Au Conseil général de la Seine-Saint-Denis, c'est une initiative conjointe Conseil général / associations qui a abouti à la création du « Réseau d'éducation populaire de Seine (Saint-Denis) regroupant 80 associations et plusieurs services du Département. Embauche d'un chargé de mission Éducation populaire, co construction d'un site Internet Éducation populaire commun aux services et aux associations... Co construction trois années de suite d'un Salon des outils de l'éducation populaire, etc...

Pour le Président (PCF) du Conseil général, Hervé Bramy, « l'Éducation populaire c'est l'élaboration collective des politiques publiques ». Et il s'y efforçait, avec la Vice-présidente en charge de l'éducation populaire, malgré les freins d'une partie de son administration qui considérait que c'était une posture démagogique...

Trois démarches différentes, trois rôles différents de l'institué, mais qui tous n'existent que parce qu'il y a eu mobilisation de la population et/ou des forces vives du territoire et construction d'un rapport de forces.

Benjamin Bakin Dans le contexte actuel, marqué à la fois par une crise de la représentation politique (qui se traduit par une faible participation aux élections et un discrédit des institutions représentatives) et par un délitement de la gauche parlementaire héritière du réformisme (qui n'est plus à même de prétendre jouer ce rôle de « débouché politique » aux luttes sociales), l'occasion est là, pour les organisations syndicales, d'assumer leur rôle politique de contre-pouvoir et de force organisée d'opposition aux possédants. Cela suppose de reconnaître qu'il est possible d'obtenir des améliorations des conditions de travail et des conditions de vie des travailleurs-ses dans le cadre actuel des institutions mais que ces améliorations ne s'obtiennent que par la lutte et qu'aucune transformation profonde de l'organisation sociale ne pourra par contre être obtenue dans ce cadre. Les institutions actuelles ne constituent en effet qu'un mode d'organisation sociale historiquement daté qui exprime un certain état du rapport de force entre des classes sociales antagonistes et, de la même manière, le cadre législatif et le cadre juridique ne constituent qu'une cristallisation de ce rapport de force. Pour faire évoluer durablement le rapport de force en faveur des travailleurs-ses, il faut non seulement assumer un rôle de contre-pouvoir, consistant à contester pied à pied l'agenda des classes possédantes, mais aussi assumer le fait de proposer un autre projet de société, une autre organisation du pouvoir, dont la

L'institué ne serait pas produit par en-haut mais serait le résultat d'un processus de discussion

mise en œuvre ne viendra pas d'une victoire électorale mais de la construction de nouvelles institutions, édifiées de bas en haut, et reposant sur la démocratie directe. C'est dans un contexte où l'État se trouverait débordé par la montée de la lutte des classes que les contre-pouvoirs préexistants pourraient alors former l'armature d'une nouvelle organisation sociale démocratique, dont les organes reprendraient en main les activités économiques et sociales. Dans l'organisation autogestionnaire que défendent les communistes libertaires, l'ensemble des activités est soumis à une démarche autogestionnaire où le pouvoir n'échappe pas à la base de la société. Les unités de base (qu'on les nomme conseils ou organisations locales) sont fédérées, interdépendantes, respectant la volonté collective exprimée démocratiquement sur les questions dépassant le cadre local, mais non pas soumises à une autorité supérieure, à un groupe qui monopoliserait le pouvoir et l'exercerait de façon séparée, du haut vers le bas, sur la société. Dans ce cadre, l'institué ne serait pas produit par en-haut mais serait le résultat d'un processus de discussion aboutissant à la prise en compte des aspirations individuelles, du bien commun et des contraintes environnementales.

Ce projet de société communiste libertaire n'est pas un projet clef en main dont le mode d'emploi serait déjà connu.

C'est avant tout une démarche consistant à redonner le pouvoir à celles et ceux qui font fonctionner la société et à leur offrir la possibilité de l'exercer.

Bénédicte Goussault Une fois que l'on a dit que social et politique devaient ne faire qu'un, comment passer de la rue à la loi ? La crise de la démocratie ne peut se réduire à l'offre électorale... Certes au-delà de la nécessité de la constitution d'une 6ème République qui prendrait en compte les failles de la 5ème, il apparaît que ce n'est pas par les institutions que la société peut changer et il apparaît que les mouvements sociaux, s'ils réussissent très bien dans la dénonciation et dans le surgissement d'idées neuves peinent à les instituer. Les mettre en œuvre et les traduire en textes de lois pourrait être la fonction des institutions et de l'assemblée, le mandat avec lequel ils seraient élus : mettre en œuvre, instituer et légiférer à partir ce que les citoyens proposent, inventent, élaborent. L'assemblée au service du peuple : ce serait le signe d'une démocratie et les élections reprendraient alors tout leur sens.

Un exemple pour illustrer cette proposition : j'ai été élue à Vanves Hauts de Seine (2500 habitants) comme « citoyenne » et chargée de la démocratie locale, sur une liste socialiste et communiste, après 4 ans de pouvoir de droite.



<http://www.phottheque.org/>

Nous avons organisé un grand « forum citoyen » au cours duquel des assemblées citoyennes ont réuni plus de 1000 personnes, qui ont réfléchi par thématiques. De ceux-ci ont émergé des groupes de travail sur les questions d'urbanisme, de sécurité, de la jeunesse, sociales, éducatives, qui ont élaboré des propositions. Nous avons simplement « oublié » dans notre enthousiasme d'associer les services de la ville à ces réunions, d'où la nécessité dans un 2^{ème} temps de penser la mise en œuvre de ces idées et suggestions ce qui n'étaient plus le fait des habitants mais a fondé une grande partie de notre programme pour 5 ans. On voit, malgré tout, les limites de l'exercice parce que proposé par des élus.

Ludvine Bantigny Avec les occupations de places, les zones à défendre, Nuit debout, le soulèvement des gilets jaunes, les assemblées de lutte et de grève, le politique se déplace dans d'autres espaces que les lieux de pouvoir, des espaces d'autonomie où il s'agit débattre et décider : « produire de l'institué » si vous voulez.

La démocratie est repensée. Le Référendum d'initiative citoyenne (RIC) est ainsi âprement discuté. Pour certains, c'est un moyen de se réapproprier la démocratie. Pour d'autres, ce pourrait tout autant être un leurre : le référendum a des origines bonapartistes, il peut servir un gouvernement autoritaire qui saurait faire preuve d'une propagande massive pour en détourner le principe. Quoi qu'il en soit, une véritable et profonde réflexion se dessine pour démocratiser la

démocratie, la revivifier, lui rendre substance et consistance là où elle est tant abîmée.

C'est tout l'enjeu des assemblées populaires et des appels concrets à les généraliser en les fédérant, depuis Commercy, Saint-Nazaire, Montreuil et Montpellier avec les « assemblées des assemblées », jusqu'à la Commune des communes organisée en janvier 2020 à Commercy. Il s'agit là de reprendre confiance en sa force démocratique, en l'intelligence collective aussi, porteuse de capacité créatrice et émancipatrice, par un « auto-gouvernement des gens ordinaires » selon les mots de Jérôme Baschet. Bien sûr que ces lieux intensément politiques produisent « de l'institué ».

A partir de votre vision, que deviennent les élections telles qu'on les connaît aujourd'hui ?

Elles sont bien sûr et par conséquent à repenser ???

Ludvine Bantigny Dans ce contexte où l'État se fait de plus en plus policier, où la « possibilité du fascisme » (Ugo Palheta) devient une hypothèse politique plausible, on ne peut plus continuer comme avant, notamment en termes électoraux. Il y a un niveau d'abstention impressionnant qui ne signifie pas du tout une dépolitisation mais souvent des convictions et un engagement déplacé, mis ailleurs.

Dans ce cadre, le communalisme fondé sur des assemblées populaires décisionnaires est une voie essentielle pour se réapproprier la démocratie : décider

là où on est. Mais ce n'est évidemment pas suffisant : des communes libres ne permettront pas en elles-mêmes de modifier les rapports sociaux, et notamment les rapports de production, dans leur structure même. Il faut donc des projets plus vastes, qui rompent avec l'organisation capitaliste de la vie en tant que rapport de propriété et d'exploitation. C'est du long terme mais on ne peut pas se permettre de le taire.

Quant au moyen terme, « 2022 », voilà ce qu'on pourrait imaginer : qu'importent les institutions de la Cinquième République et leur personnalisation autour d'un supposé homme providentiel. Des forces de gauche proclament qu'elles veulent rompre avec ces institutions ; alors qu'elles le fassent en rompant aussi avec ce qu'exigent ces élections présidentielles conduisant au choix entre peste et choléra. Qu'elles présentent une candidature collective, avec des figures connues ou non des organisations politiques et du mouvement social.

On nous rétorquera que la Constitution l'interdit ? Qu'à cela ne tienne. Au jour où il faudra selon le calendrier électoral donner un nom et une identité, on tirera au sort. Car au fond qu'importe la personne, puisque porter cette force au pouvoir, c'est aller immédiatement vers la dissolution de ces institutions et la convocation d'une assemblée constituante, en lien étroit avec le mouvement et les luttes sociales. Ça paraît irréel ? Je ne crois pas, mais simplement cohérent et conséquent. Il nous faut de toute façon trouver des chemins stratégiques qui soient à la hauteur de la situation –

Il nous faut de toute façon trouver des chemins stratégiques qui soient à la hauteur de la situation

de sa violence, de sa gravité, mais aussi des espoirs émancipateurs qu'elle porte.

Benjamin Bakin Repenser l'organisation du pouvoir, c'est aussi repenser le mode de représentation politique en ne proposant plus un système dans lequel des élu-es décident par eux-mêmes et ne rendent compte de leur action qu'à l'occasion des prochaines élections, mais en proposant un système dans lequel des personnes auxquelles sont confiées des tâches doivent rendre compte de leur mandat à tout moment et peuvent être « dé-mandatées ». Le mandat qui serait confié à ces délégué-es serait un mandat clair, les obligeant à ne pas trahir les aspirations de la base qui les a mandaté-es et les contraignant à appliquer les grandes décisions prises démocratiquement par les travailleurs. Cela ne signifie pas une organisation sociale très rigide, ne laissant pas la place à l'initiative ou à la confiance, mais cela signifie une attention constante à ce que les structures de responsabilités ne s'autonomisent pas par rapport à la base de la société, qu'elles ne se bureaucratisent pas, que les aspirations et les décisions des travailleurs-ses soient respectées.

Bénédicte Goussault Que deviennent alors les élections ? Je ne propose pas de les supprimer et nous n'irons pas à plusieurs millions à l'Assemblée nationale. Le mot même « élections » me pose un problème : il suggère que le sens du vote est délégataire. Vote-t-on pour quelqu'un ou pour des objectifs ? Dans le second cas, le « vote utile » pour « moindre mal » n'a

plus de sens. Il s'agit d'abord de rendre contraignantes- j'emploie à dessein ce terme- les mesures issues des exigences populaires, telles qu'elles auront été élaborées par le plus grand nombre possible d'intéressés. Cela fait des élus les dépositaires de mandats précis ou si l'on préfère des chargés de mission. Évidemment la confrontation à une échelle plus large que locale, régionale, nationale, européenne, peut supposer des allers et retours avec les citoyens. Ce n'est pas plus lourd que les navettes entre le gouvernement, l'Assemblée nationale et le Sénat... Au fond cela veut dire que le vote peut être situé de manière à ce que non seulement il ne nourrisse plus le système représentatif mais soit un moment de cristallisation de la constitution du peuple en force politique. Ce n'est pas une abstraction : cela peut commencer dès maintenant comme prolongement des luttes actuelles.

Jean Bourrieau Ce que deviennent les élections doit résulter d'un travail sur l'ensemble du territoire d'écriture d'une nouvelle constitution pour une 6ème République. A mon sens, doivent y être privilégiés le choix de représentants mandatés pour défendre des projets élaborés collectivement et révocables et le recours à des référendums réfléchis comme le vote le plus large possible sur des propositions et non la sanction de telle ou telle personne.

Ce qui est sûr, c'est que cela nécessite tout un apprentissage, une éducation populaire au sens de l'éducation mu-

tuelle que portait le mouvement ouvrier. Il n'est qu'à voir tout ce que l'on apprend dans une lutte, une grève, une occupation d'entreprise ou d'université ou un rond-point.

En s'éloignant d'une forme d'éducation populaire devenue auxiliaire des pouvoirs publics, pour le meilleur (centre de loisirs) et pour le pire (SNU), il faut reconstruire une éducation populaire telle que la décrivait Georges Yvetot, successeur de Peloutier au secrétariat de la Fédération des Bourses du Travail qui considérait ainsi les Universités Populaires d'alors comme une pépinière pour les syndicats. C'est ainsi qu'il encourageait les responsables des Bourses, lors du IX^{ème} congrès des Bourses du Travail en 1901, à créer leur propre Université Populaire : « Dans ces institutions d'enseignement populaire et d'éducation mutuelle, on étend non seulement le champ des connaissances humaines que tout travailleur doit posséder pour affranchir son cerveau des préjugés et des superstitions, mais encore on l'emploie à développer les énergies et les individualités, à constituer des esprits libres, des caractères indépendants ; en un mot, on y apprend à savoir et à vouloir. Ainsi, l'Université Populaire est un précieux auxiliaire de la Bourse du Travail. »

C'est une condition nécessaire, sous des formes multiples – je pense ici à l'assemblée des assemblées de Commercy - à ce que le plus grand nombre ait envie et puisse s'engager dans l'élaboration la plus large possible des textes qui régissent la société, y compris dans une assemblée élue ? ●

Listes citoyennes ?

Les listes dites citoyennes, fleurissent un peu partout pour les prochaines élections municipales, même à droite : réalité ou fiction ? Les politiciens professionnels, avec leurs communicants ont bien compris que l'étiquette d'un parti est lourde à porter par les temps qui courent, même le rassemblement national n'affiche plus la couleur (Alliot à Perpignan...).

Le paradoxe est que cet affichage citoyen s'accompagne d'une présidentialisation sans précédent de la vie locale. On ne désigne pas les listes par leur intitulé mais par le nom de la tête de liste, il en est de même pour les sondages qui façonnent l'opinion et les affiches sont révélatrices de cette personnalisation.

Et, en même temps, cela va avec une dépolitisation de la campagne et, alors même que dans le pays monte une condamnation globale de la politique de Macron, il sera difficile d'exprimer une condamnation de cette politique dans ce scrutin dont les enjeux ne seraient que locaux. L'offre politique apparaît ainsi brouillée et éclatée ce qui risque de donner des résultats illisibles. C'est d'ailleurs l'objectif du pouvoir mais aussi des politiciens établis et... des partis ? Mais, on ne sait jamais...

Et pourtant, malgré ce brouillage, monte une aspiration des habitants-tes à participer pleinement à la construction de la vie ensemble et émergent des expérimentations diverses tentant de répondre à ce besoin. Il sera intéressant d'analyser ces expérimentations, voir s'il s'agit d'initiatives durables ou ponctuelles, le temps d'une élection en attendant la prochaine, les citoyens sont-ils pleinement à l'initiative où dans quelle mesure seulement appelés à suivre des candidats puis des élus, ouvrent-elles une véritable perspective politique de dépassement des enjeux locaux car être citoyen ne peut se limiter au simple utilitarisme.

Car l'enjeu est bien l'appropriation du commun par les citoyens en inventant des institutions publiques qui rendent possible la participation et la cogestion d'une communauté élargies (assemblées d'habitants, de quartiers...). Certaines de ces expérimentations contribueront-elles à ouvrir la voie pour que, comme le suggère Murray Bookchin à propos du communalisme libertaire, la commune devienne « la cellule vivante qui forme l'unité de base de la vie politique et de laquelle provient : la citoyenneté, l'interdépendance, la confédération et la liberté. »

● ALAIN LACOMBE

Coup de cœur pour une liste vraiment citoyenne

B.E.C : derrière cet acronyme se cache une liste aux municipales de Bagnères-de-Bigorre : Bagnères Écologie Citoyenne. Une liste pas comme les autres, une liste qui espère secouer le cocotier bagnérais un peu endormi sur une manière très ancienne de fonctionner. En face, trois autres listes qui se

prétendent apolitiques ou sans étiquette et qui défendent les choix faits par l'actuel président de la République qui a des liens familiaux dans ce coin des Pyrénées. Le terme de citoyenne est aujourd'hui galvaudé. Pour BEC c'est une réalité. Les 31 candidat.e.s n'ont jamais eu d'engagement politique. L'idée a ger-

mé cet été : « on ne peut pas continuer à laisser faire des édiles locaux qui se moquent comme de leur première chemise de l'intérêt des habitants ». Ils gèrent la commune comme une entreprise ! comme si c'était leur propriété. Début septembre aucune liste vraiment à gauche ne pointe à l'horizon. Alors un grand nombre de jeunes animé par l'idée que la planète est en danger, qu'il faut se prendre en main si l'on veut que ça change, ont pris leur bâton de pèlerin (normal nous ne sommes pas loin de Lourdes !). Ils ont lancé l'idée d'une liste qui fasse de la politique autrement, fortement inspiré par le municipalisme. Pas facile quand on ne connaît pas les arcanes de la politique. Alors cette jeune équipe a pris des coups de bec ! mais a réagi avec sérénité et fermeté. On a d'abord tenté de mettre en cause leur inexpérience puis comme c'était, pour certains, des jeunes venus d'ailleurs, donc des « étrangers » on les a qualifiés de « dangereux Zadistes » car ils sortaient du cadre, à tout point de vue. Cette nouvelle équipe a organisé des réunions publiques et petit à petit ils ont essaimé et gagné à leur cause des habitants de tout âge qui se sont dit « voilà une manière intéressante de faire de la politique car on nous associe à la campagne, au programme et à la composition de la liste », bref une vision horizontale de pratiquer la politique, une vision ancrée dans le réel comme le dit Carole Nicolas animatrice de la liste. En quelques mois cette jeune équipe a construit du savoir et de l'expertise, qu'elle a su mettre en partage avec toutes les catégories sociales de la ville. Des petites communes rurales proches de Bagnères ont emboité le pas de BEC. Alors quel que soit le résultat le 15 mars au soir, une dynamique a émergé et ne s'arrêtera pas en si bon chemin. Ils continueront à exister bec et ongles !

● DANIEL ROME

Tremargat, les défricheurs de notre futur ?



Au centre Bretagne, un petit village résiste encore et toujours à la désertification rurale...

Dans les années 70, les « pionniers » s'installent dans le village de Trémargat où les terres agricoles sont alors très accessibles, et y développent une agriculture paysanne en rupture avec le modèle agricole breton. Suivent d'autres projets, un café associatif, une épicerie, un restaurant, des chantiers participatifs, une dynamique associative et culturelle. Des artisans s'installent.

Dans les années 90 la population se stabilise et s'est rajeunie. C'est à partir de cette nouvelle façon de faire « village » ensemble, que s'est construit le besoin de mener les projets alternatifs à une plus grande échelle, et de mettre en place en 1995 une nouvelle équipe municipale au service d'une cohérence politique autour de l'écologie et la solidarité. La décision est prise : le ou la maire ne fait qu'un seul mandat et il ou elle applique le programme décidé en commun avec les habitants.

Les élus ne sont au final que l'exécutif du programme et des décisions prises en commun.

Le documentaire de Vincent Maillard *Les pionniers de Trémargat* retrace l'histoire de ces néoruraux venus s'installer dans ce coin de Bretagne, des luttes qu'ils et elles ont menées, et qui aujourd'hui vont partir à la retraite en assurant le passage de témoin. Loin de se replier sur leur village, les trémargatois.es se questionnent sur la démocratie, sur les enjeux climatiques, et sur la possibilité de poursuivre le projet de leurs ainé.e.s dans le contexte actuel. De beaux portraits et une belle manière de faire de la politique ensemble.

● SYLVIE LARUE



Les listes citoyennes, syndrome d'une repolitisation du local

Les listes citoyennes qui émergent partout en France sont-elles le syndrome d'une repolitisation du local dans l'impasse écologique, sociale et démocratique dans laquelle nous a laissé l'ultralibéralisme conjugué des Etats et de la sphère internationale ?

Elles seraient plus de 500 selon le CE-VIPOF. Le site Action commune qui accompagne les listes participatives en recense près de 342 dans tout le territoire, sur la base d'une auto-évaluation des listes proposée par La Belle Démocratie. Charte éthique, intelligence collective pour établir les programmes, désignation des candidats de façon collective et transparente, autonomie vis-à-vis des partis politiques... mais bien au delà d'une vision uniquement formaliste, ou de l'apanage des partis en panne de prestige qui se sont saisis de l'appellation liste citoyenne, il y a autant de listes citoyennes qu'il y a de territoires.

Ces derniers temps, on voit s'esquisser en France une différence d'approche entre les communalistes, de tendance anarchiste, représentés par le mouvement des Assemblées des assemblées et la Commune des communes de Commercy, et les citoyennistes, ainsi appelés par les premiers. La perspective communaliste décrite par l'écologiste social Murray Bookchin, vise à l'autogouvernement local, à partir d'assemblées populaires en démocratie directe, qui se confédèrent ensuite pour destituer l'Etat - nation. A cette fin, les

élections municipales sont une modalité pour destituer le pouvoir et le restituer aux assemblées, en transformant l'institution, pour mettre en place un programme de relocalisation de l'économie basée sur l'écologie sociale. Les communalistes pensent qu'il ne faut pas coopérer avec les partis politiques ou les professionnels de la politique.

D'un autre côté, celles et ceux qualifiés de citoyennistes, auraient tendance à s'accommoder plus du jeu institutionnel et des partis, invités à les soutenir à partir des priorités fixées par les citoyens en assemblée, pour mettre en oeuvre ensuite des mesures de démocratie directe et une autre façon de faire de la politique.

Au delà des débats entre réforme et révolution, les listes citoyennes agitent les pratiques et les stratégies politiques, dans un contexte de crise de la démocratie mais aussi de l'intermédiation.

Le mouvement des gilets jaunes, puis celui des marches pour le climat ou encore du mouvement de grève ont créé un nouvel espace public de contestation pour les mouvements sociaux, donnant lieu à des confluences locales.

Souvent, les listes citoyennes émergent de collectifs qui refusent la corruption des édiles locaux et leur accointance avec les intérêts privés dans la gestion de la ville. Les listes naissent en réaction à des grands projets inutiles, comme l'implantation de grandes surfaces, les projets de rénovation urbaine ou l'im-



Roanne, liste 88%

plantation d'une activité qui va encore grignoter des zones naturelles avec des promesses d'emplois précaires. C'est ainsi le cas à Roanne, dans la Loire où le collectif 88% s'est constitué en 2017 pour dénoncer le vote en conseil d'agglomération de l'augmentation de 88% de l'indemnité du maire LR, Yves Nicolin.

Ces listes se distinguent par la participation de personnes n'ayant encore jamais exercé de mandat électif. Elles sont souvent constituées de jeunes militant.e.s précarisé.e.s et de figures plus anciennes qui y trouvent une régénérescence politique. Elles sont souvent

soutenues par les partis comme EELV, la FI ou le PC, mais sur la base d'une charte pré-établie, pour ne pas se laisser fagociter par les logiques d'appareil et refaire de l'espace politique, un espace de décision où chaque personne a une voie.

A Amiens, le collectif «Pas sans les Amiénois» a décidé de ne pas conforter les divisions de la gauche et de pouvoir constituer une assemblée citoyenne de vigilance permanente.

Elles portent l'espoir d'une auto-légitimation collective à agir, face à la déposssession du pouvoir. Elles sont sans doute aussi le syndrome de ce qu'un appel lancé le 27 février sur le site Reporterre, nommé «la politique de la rencontre», désignée comme une «alternative aux précarités du monde».

Les élections municipales permettront de voir si ces listes sauront mobiliser un électorat populaire abstentionniste à 30%. Pour celles qui passeront le premier tour dans un système électoral qui favorise le fait majoritaire, choisiront-elles de s'acointer avec les partis pour composer des majorités où comme on l'a tant vu, les professionnels de la politique reprendront le dessus ? Et en cas de victoire, l'institution communale peut-elle sortir de la logique gestionnaire pour permettre d'expérimenter concrètement des transformations sociales ?

● MAGALI FRICAUDET

Les origines du système représentatif

Alors qu'en 1793, les assemblées primaires (circonscriptions territoriales de 39 à 41.000 votants) ont une fonction délibérative incontournable pour chaque loi, les acteurs de Thermidor n'eurent de cesse de retirer au peuple toute possibilité d'intervention. Joseph Sièyès, pilier du Tiers État déclare à la Convention : le peuple ne peut parler par lui-même parce qu'il n'a pas d'existence politique propre, il ne peut

parler que par ses représentants. Boissy d'Anglas en 1794 : « le pouvoir est trop faible et les assemblées primaires livrées au suffrage universel, sont une des principales sources d'anarchie parce qu'elles y concentrent un pouvoir important et que le peuple y est constamment délibérant (...) seuls les meilleurs

sont aptes à gouverner. Ceux qui possèdent une propriété sont attachés aux lois qui la protègent, à la tranquillité qui la conserve et qui doivent à cette propriété et à l'aisance qu'elle donne l'éducation qui les a rendus propres à discuter avec sagacité et justesse les avantages et les inconvénients des lois... ». Pour Cabanis « le vrai système représentatif où tout se fait au nom du peuple et pour le

peuple ; rien ne se fait directement par lui ; il est la source sacrée de tous les pouvoirs mais il n'en exerce aucun ... le peuple est souverain mais tous les pouvoirs dont sa souveraineté se compose sont délégués... ».

A la différence de 1793 et 1848, l'innovation de la IIIème République, a été de dissocier République et Révolution, faisant de la conflictualité une

anomalie, renvoyant le rôle politique du peuple aux seules élections. Toute autre forme d'accès à la politique n'est que de l'ordre d'un droit individuel à avoir ses opinions. On oublie que Thiers et Mac-Mahon qui participent à la fondation de la IIIème République étaient monarchistes. A ses pairs, Thiers explique : « outre que la demande est trop forte, 1830...

1848... 1871... n'en avez-vous pas assez d'être pris par surprise ? Le droit de vote sera le moyen de prendre régulièrement le pouls des classes dangereuses ce qui permet de prévenir plutôt qu'avoir à guérir... ». C'est aussi le moyen de dissocier les « élites républicaines » de ces « classes dangereuses ».

● PIERRE ZARKA



Santé, pour des luttes victorieuses ...



C'était le thème, le 30 novembre dernier, de la rencontre-débat organisée par le réseau « Se fédérer pour l'émancipation ».

Les personnels hospitaliers sont engagés dans une lutte de longue haleine contre les effets catastrophiques pour eux-mêmes et les patients de la politique de casse des services publics. Interrogeons notre médecine essentiellement réparatrice et guère préventive. N'est-il pas temps que chacun puisse agir sur soi et son environnement ? Cela désigne les combats nécessaires quant aux conditions de travail, aux risques sanitaires industriels et agricoles, à la qualité de l'environnement.

Santé, pour des luttes victorieuses ? Les personnels peuvent-ils reprendre la main sur leur travail où en arracher les moyens financiers, quels objectifs pour trouver l'argent nécessaire et financer les besoins, soignants et patients, quelles solidarités ? Santé et en souffrance comme l'ensemble de la société, alors, quelles convergences ? Pour avancer passerons-nous le relais aux « politiques » ou développerons-nous nos mobilisations, pour qu'elles deviennent « puissance politique » ...

On éclairera ici deux dimensions fortes

qui ont marqué cette rencontre. D'une part plusieurs intervenants ont souligné le caractère inédit des alliances qui se nouent à l'hôpital entre les diverses strates professionnelles qui structurent cet univers pourtant très hiérarchisé. Par ailleurs plusieurs intervenants ont choisi d'éclairer le caractère autogestionnaire des luttes que développent les hospitaliers. On évoquera aussi les éléments indicateurs d'une prise en charge nouvelle de leur santé par les patients eux-mêmes. Sylvie Faye-Pastor médecin en activité a ouvert le débat en évoquant « ce qui se passe dans les hôpitaux, de l'inédit [...] Plusieurs collectifs se sont créés, inter urgence, infirmiers de bloc, inter hôpitaux, [...] la motion du collectif inter hôpitaux est très intéressante. Elle commence par – nous soussignés – et cela va des chefs de service jusqu'aux agents de service hospitalier en passant par les secrétaires, les infirmiers etc.... c'est la première fois que je vois un tel front se créer. » ... Patrick Silberstein médecin généraliste retraité intervient sur le même thème : « il faut réfléchir au bloc social et politique de santé avec ce front qui se met en place du chef de service au personnel

d'entretien. [...] Comment l'hôpital peut-il être autogéré ? Il ne s'agit plus de réclamer l'autogestion du service public mais de le faire concrètement. »

La seconde ligne de force de la rencontre est la coloration autogestionnaire des luttes actuelles. À propos du financement du système de santé Sylvie Faye Pastor rappelle « la sécurité sociale était au départ un système quasi autogestionnaire sous tutelle de l'État qui donnait du pouvoir aux gens et donc que les capitalistes se sont efforcés de briser ». Patrick Silberstein considère que les citoyens en lutte réclament le droit d'organiser, de structurer eux-mêmes la distribution des soins et la gestion du système de santé. Pour sa part Émile Fabrol, affirme que, en défendant le bien commun santé sécurité sociale, en revenant à l'autogestion, à l'élection des dirigeants par les seuls travailleurs, se définissent les contours d'une société post-capitaliste. Clément Thépot qui a travaillé dans l'industrie pharmaceutique est diabétique insulino-dépendant : « D'avoir un payeur unique (sécurité sociale) impose une vision à long terme quant à la prise en charge. Le payeur unique peut dire au fabricant vous avez le droit de commercialiser votre médicament, mais il faut aussi organiser l'éducation à la pathologie pour diminuer le recours [...] il faut faire financer l'éducation à la pathologie par celui qui produit le médicament ».

Bien d'autres thèmes ont été soulevés, l'ensemble des interventions (34) est disponible sur le site Cerises, la coopérative rubrique « Avec ceux qui se fédèrent ». ●

Catherine Destom Bottin



Du côté de SanoFric



Tandis qu'à Mourenx, les salariés sont en grève pour dénoncer les effets néfastes de la production de Dépakine et leur propre empoisonnement, Sanofi est mis en examen pour avoir minimisé les effets du médicament sur les femmes enceintes.

Et la CGT dénonce la décision prise par Sanofi de créer une entité indépendante et de continuer ainsi le démantèlement de l'entreprise : « la Stratégie de Paul Hudson et du conseil d'administration est limpide. Garder uniquement ce qui est le plus rentable : abandon d'axes thérapeutiques essentiels jugés insuffisamment rentables (...) externalisation de près de 200 médicaments et d'usines de production de principes actifs dans une structure autonome où Sanofi ne garderait que 30% du capital, aucune précision de l'impact pour les usines de formulation pharmaceutique SWI... »

L'argument réel, défendu par la CGT, de l'indépendance thérapeutique et de la nécessité de renforcer notre tissu industriel en France, et en Europe, au regard des problèmes de

production des principes actifs en Chine est instrumentalisé par la Direction.

Il n'est aucunement nécessaire de créer une entreprise autonome filiale à 30% de Sanofi pour produire pour des tiers. Verolaye et d'autres sites de Sanofi Chimie produisent déjà pour des tiers. Il suffirait simplement de développer cette activité dans Sanofi comme le demande la CGT.

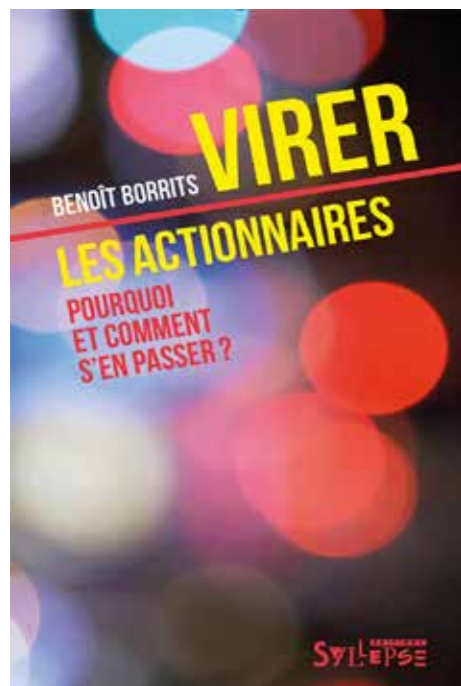
L'objectif est ailleurs, dans la recherche maximale de profitabilité en ne conservant que les usines produisant les médicaments les plus rentables, en se désengageant de médicaments essentiels pour la population mondiale mais moins lucratifs.

L'introduction en Bourse de cette entité augmente l'incertitude quant à sa pérennité et la fragilise encore plus. Dangereux de confier 200 médicaments essentiels dans les mains des aléas boursiers ! La Direction a promis la participation des fonds publics, mais rien de concret pour l'instant.

De plus, les salariés de cette entité pourraient perdre leur statut Sanofi puisque les accords ne valent que pour les salariés appartenant à des entreprises détenues à plus de 50% par Sanofi. En dénonçant les accords et en pratiquant le moins disant social, cette entreprise verrait sa profitabilité augmenter et serait encore mieux vendable par la suite sans garantie pour son avenir.

En 2 ans, ce sont 1500 emplois déjà supprimés par Sanofi en France, 5000 en 12 ans par la deuxième entreprise la plus bénéficiaire de France.

La CGT condamne ce projet inacceptable et va tout faire pour sauvegarder ce potentiel scientifique et industriel de tout premier plan au sein de Sanofi. Nous avons réussi à contrecarrer le projet Phoenix de Viehbacher, nous pouvons faire de même avec le projet de Paul Hudson. » ●



Virer les actionnaires ?

Pourquoi et comment s'en passer

Benoît Borrits nous livre une réflexion politique radicale... et nous invite à « prendre en main notre destin » ; c'est-à-dire à « une appropriation sociale des entreprises, de leurs choix, et du système bancaire qui les soutient ».

Virer les actionnaires : une utopie politique qui implique de prendre au sérieux la fin du système économique capitaliste qui va contre le progrès social et la transition écologique, et qui est déjà en « fin de parcours ».

C'est, en effet, dans le conflit entre profit et prix du travail que tout se joue. L'aboutissement de ce conflit aboutit donc à la suppression du profit et à « piloter par la valeur ajoutée », qui représente la valeur du travail. On ne peut plus se contenter d'une politique redistributive keynésienne.

Benoît Borrits fait une distinction fondamentale entre la valeur d'une entreprise, purement spéculative, et son patrimoine net : la confusion entre les deux nous met dans une impasse. Les projets d'in-

vestissements des entreprises sont actuellement soumis à cette pression des actionnaires d'une rentabilité supérieure au taux d'intérêt et à la prime de risque pour valider un projet pour le développement de l'entreprise et de la société. Ceci justifie la fermeture d'entreprises ou d'unités de production pas assez rentables pour les actionnaires mais tout à fait productives, ce que plusieurs reprises d'entreprises par les salariés ont démontré. Après l'éviction des actionnaires, l'objectif des travailleurs est de maximiser la valeur ajoutée qui détermine leurs rémunérations. C'est à l'intérêt social d'un projet qu'il faut s'attacher et non au profit qu'il génère.

Très bien, pense certainement le lecteur bien formaté aux théories keynésiennes. Mais comment réaliser cette utopie ? Comment faire sans l'argent et l'investissement des actionnaires ?

C'est là qu'intervient le Fonds Socialisé d'Investissement (une trouvaille !) qui combine deux fonctions, celle d'une banque centrale et celle d'un fonds d'in-

vestissement. Une organisation sans actions ni obligations où la monnaie devient le seul actif financier. Le FSI fournit aux banques des crédits à des taux avantageux de façon à ce qu'elles puissent financer des investissements à risque qui répondent à d'autres impératifs que le profit ; de recherches, sociaux ou écologiques par exemple. Le FSI, est un « commun de socialisation » c'est-à-dire que ce sont les citoyens d'une zone géographique qui décident des grandes orientations des investissements.

Virer les actionnaires a une véritable portée politique : sortir du capitalisme. Par une troisième voie, ni libérale, ni nationale populiste, mais par une réelle démocratie qui réponde aux aspirations nombreuses et légitimes de nos concitoyens, non plus par l'État et des représentants qui représentent de moins en moins, mais par des salariés qui connaissent leur métier et prennent des décisions en commun avec les usagers et les citoyens.

● **Bénédicte Goussault**



Ceux qui restent

Contre tout préjugé d'arriération, cette ethnographie de « ceux qui restent » dans les « campagnes en déclin » nous révèle des territoires à l'avant-garde ... du néolibéralisme : fétichisme de la monnaie, individualisme concurrentiel généralisé, sociabilité amicale où l'utilitarisme est rarement absent, stigmatisation des laissés-pour-compte ...

La catégorie plus ou moins indéterminée « des cassos » mériterait une étude en soi : de la genèse du terme dans les sphères managériales du « travail social », à sa fonction politique de disqualification en tant que citoyen-ne-s des plus subalternes, jusqu'à la recomposition des frontières de classe quand il s'agit surtout de ne pas en être.

Logique, son interrogation, sur l'éventualité qu'en surgisse un « Trump français », déduit un peu trop mécaniquement un tropisme politique d'un paysage social, alors que les ressorts du pouvoir politique local sont totalement négligés - par intériorisation du versant institutionnel du néolibéralisme : « ici, on ne fait pas de politique : on gère des flux » ?

C'est aussi un manuel de survie pour néo-ruraux dépourvus de capital.

● **FRED BOUVOLLE**

Benoît COQUARD, *Ceux qui restent*, La découverte (2019), 206 p, 19 €



Rendez-vous avec la France qui bouge

L'auteur présente ici une centaine d'initiatives où l'innovation, la volonté de faire autrement constituent un ADN partagé. On y croitera Thierry Marx et Emmanuelle Duez, Frédérique Bedos et Alexandre Jardin. Présentation synthétique, regard intéressant, on y découvre quelques belles initiatives. La solidarité y est une valeur commune, le souci du social, un intérêt permanent.

Les initiatives présentées relèvent du pouvoir de faire, et non du vernis social-écologique du capitalisme et de ses grands comptes. Quelques originalités figurent au « catalogue ». Aux présentations se mêlent des entretiens avec des témoins, plutôt engagés eux aussi dans une forme de transition écologique et sociale.

Cet ouvrage aurait pu s'intituler « rendez-vous avec la France entrepreneuriale qui bouge » tant il concerne essentiellement des entreprises. Il y a - heureusement - bien d'autres dimensions à la France qui bouge, aux alternatives (voir l'atlas de alternatives communales, hors-série de Politis et Basta !).

Une lecture stimulante, qui en appelle d'autres !

● **Patrick Vassallo**

Rendez-vous avec la France qui bouge, Julien Leclercq, Les éditions du rêve, 2018, 190 pages, 14,90€



« Un soir en Toscane »

de Jacek Borcuch

Le film commence avec de magnifiques prises de vues de la campagne toscane, où la lumière des couchers de soleil donne de l'harmonie aux formes et une douceur pleine d'aménité aux paysages. Une poétesse, juive polonaise, Maria Linde vit avec sa famille dans ce coin paradisiaque loin des mondanités. Elle apprend qu'elle a obtenu le prix Nobel de littérature. L'occasion pour elle d'aller dire à Stockholm le malaise d'une partie des intellectuels européens face à la montée de l'intolérance, de la peur de l'Autre, la peur de l'étranger. L'Europe érige des murs réels ou symboliques mais nous savons bien que cette réponse est vaine face à la crise morale et politique que traverse le vieux continent. Le film pose en forme d'interrogation : les intellectuels ont-ils encore de l'influence auprès d'une opinion publique désabusée ? Sur le plan intime Maria tombe amoureuse d'un jeune égyptien. Une parabole sur la séduction entre l'orient et l'occident depuis des siècles ?

Un film riche, tout en finesse et en poésie.

● **DANIEL ROME**

Retour en force de l'anticapitalisme dans le polar

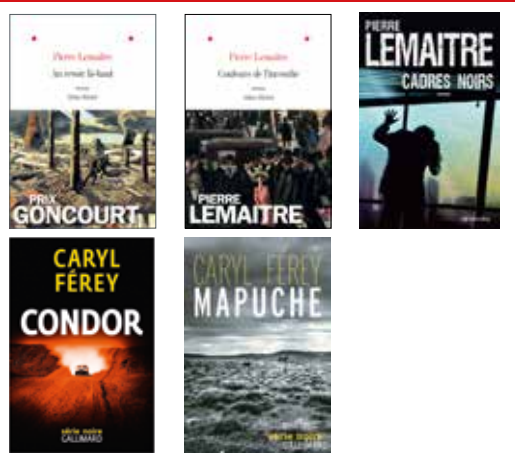
Dans *Au revoir là-haut* et *Couleurs de l'incendie*, Pierre Lemaître offre d'abord l'histoire d'une grande famille entre les deux guerres, entièrement guidée par l'argent et le pouvoir qu'il donne. On y rencontre un père qui a un compte en banque à la place du cœur. Un fils revenu défiguré de 14-18 qui se lance dans une escroquerie aux monuments aux morts. Sa sœur dont les rêves s'enlisent dans la normalité de son milieu. Mais c'est avec *Cadres Noirs* que l'auteur donne la dimension de son anticapitalisme. Satire féroce d'un management d'entreprise, roué, brutal, détruisant méthodiquement un cadre quinquagénaire en quête désespérée d'emploi par nécessité et pour ne pas décevoir sa femme. Ce récit construit comme un thriller ne relève pas du fait divers mais constitue un violent réquisitoire contre un système bien établi. Il nous fait suivre le processus de désespoir, de violence et d'autodestruction qu'il génère. On ne peut s'empêcher de penser au procès de dirigeants de France Télécom. De la littérature comme un immense cri d'indignation. Pierre Lemaître ne nous épargne pas : on ne doit pas supporter l'insupportable.

Dans *Condor* de Caryl Férey, on découvre une enquête menée au Chili longtemps après la chute de Pinochet. Longtemps ? On n'en a pas l'impression. Deux enquêteurs, une étudiante d'origine Mapuche (occupants originels de la région encore aujourd'hui spoliés, méprisés) et un fils de bourgeois en rupture avec son milieu qui se désigne lui-même comme avocat des causes perdues. Ils se heurtent à des policiers, des bourgeois, des malfrats qui ont participé et bénéficié de l'ère Pinochet. Si l'auteur ne rend pas équivalents tous les régimes politiques, la brutalité et l'arbitraire demeurent un trait constant du capitalisme. Brecht disait après la chute du nazisme qu'il est encore fécond le ventre de la bête immonde. La désillusion revient dans les deux romans, l'après fascisme n'apporte pas la satisfaction que l'on aurait pu attendre. La dimension systémique est encore plus appuyée dans *Mapuche* : crise économique en Argentine due aux spéculateurs, au FMI ; la sauvagerie de la dictature y est décrite crûment : rapt, tortures, assassinats, enlèvements d'enfants. Les factieux ont bénéficié des conseils d'anciens nazis ou de l'OAS et de la « neutralité » du monde occidental, France comprise. Le Mondial de foot en 78 est dans le décor. La plupart des anciens tortionnaires ont été « oubliés » par la justice. Nombre d'entre eux, gangsters, policiers et aussi hommes d'affaires qui en ont profité sont encore en relations. En face, un univers peuplé d'êtres relégués à l'inexistence : SDF, filles poussées à se prostituer, gamins des rues, travestis et les Mapuches que les argentins ont éradiqué par la « conquête désert », expression voulant dire qu'il n'y avait personne sur place. Le néolibéralisme, terme revendiqué par l'écrivain, offre une certaine continuité entre l'avant, pendant et l'après-putsch.

Cadres noirs, *Condor*, *Mapuche*, la violence du propos dénonce une civilisation fondée sur la négation d'existences. ●

Au revoir là-haut, Pierre Lemaître, ED Albin Michel, 2013, 576 p.
Couleurs de l'incendie, Pierre Lemaître, ED Albin Michel, 2018, 544 p.
Cadres noirs, Pierre Lemaître, ED Calman Lévy 2010, 352 p.
Condor, Caryl Férey, ED Gallimard, 2016, 416 p.
Mapuche, Caryl Férey, ED Gallimard, 2012, 464 p.

Pierre Zarka



 **cerises**
la coopérative

Le noyau de la nouvelle équipe est constitué de Benoit Borrits, Bruno Della Sudda, Catherine Destom-Bottin, Laurent Eyraud-Chaume, Emile Fabrol, Bénédicte Goussault, Alain Lacombe, Sylvie Larue, Laurent Lévy, Christian Mahieux, Henri Mermé, André Pacco, Makan Rafatjou, Daniel Rome, Pierre Zarka, Patrick Vassallo, militant-e-s de l'émancipation cheminant au sein de l'ACU, l'Union communiste libertaire, d'Attac, de l'Association Autogestion, du réseau AAAEF, d'Ensemble, de FI, du NPA, de l'OMOS, de Solidaires ...

Comme dit dans le *Manifeste*, nous voulons élargir l'équipe et fédérer d'autres partenaires. Pour donner votre avis écrire à cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>
<https://ceriseslacooperative.info/>